

A decorative background consisting of a grid of grey dots of varying sizes, with several dots highlighted in red. The dots are arranged in a pattern that roughly outlines the shape of a map of Europe.

# En finir avec l'indignation et réformer

Ce que doit aujourd'hui faire la gauche  
pour éviter une nouvelle crise financière

**WOLFGANG SCHROEDER**

Décembre 2018

- Alors que les conséquences dramatiques de la crise financière et économique de 2008 semblaient devoir marquer la fin de l'époque néolibérale, c'est le contraire qui s'est produit : appliquée pour compenser les failles du système financier, l'augmentation des dépenses publiques fut suivie de mesures de restrictions qui, dans certains pays, provoquèrent des crises sociales sévères. Par ailleurs, les réformes visant une régulation préventive des marchés financiers ont été amoindries ou enterrées.
- La stabilité financière pourrait même s'être dégradée par rapport à 2008 et il est à nouveau question de déréguler. Ainsi, la fenêtre qui semblait s'être ouverte pour réformer le monde de la finance s'est déjà refermée. Or la gauche s'est avérée incapable d'affirmer le rôle régulateur de l'État et a capitulé face à la financiarisation des processus économiques et sociaux. Une social-démocratie purement défensive est impuissante : l'indignation seule ne suffit pas à réformer.
- Une social-démocratie offensive doit penser et appliquer des réformes structurelles préventives pour changer les rapports entre l'État et les marchés et transformer l'architecture financière des pouvoirs économiques. Afin de contrer les manipulations des partis populistes de droite et de gauche, elle doit par exemple mettre à l'ordre du jour la régulation de la concurrence, contraindre durablement les multinationales à payer des impôts proportionnels à leurs résultats ou encore décider un investissement massif de l'État dans les infrastructures écologiques.

La crise financière, économique et de la dette de 2008 se résume à une immense catastrophe. Elle a révélé au grand jour la naïveté de cette croyance dans la capacité autorégulatrice des marchés financiers, jetant un coup de projecteur sur les failles du système financier mondial : l'étendue des marchés financiers à elle seule, mais également leurs étroites imbrications réciproques, ont rendu impossible toute limitation géographique ou sectorielle de la crise. Des entreprises ont fait faillite, des pays entiers ont vu leur économie tourner au ralenti partout à travers le monde, le chômage a augmenté.

C'est pourtant bien l'État, tant décrié par les néolibéraux, et les partenaires sociaux, qui, à ce moment-là, ont empêché que la situation ne s'aggrave davantage : le gouvernement américain a mis sur la table en quatre jours 700 milliards de dollars de mesures de sauvetage tandis que le gouvernement allemand légiférait à un rythme sans précédent pour adopter un dispositif de soutien s'élevant à 500 milliards d'euros. En Allemagne toujours, les partenaires sociaux parvinrent même, en s'entendant avec l'État, à stabiliser la situation de l'emploi. L'espoir d'une possible fin de l'époque néolibérale et de la dérégulation des marchés était alors permis. La crise de 2008 semblait devoir être un tournant. Le changement d'ère était à portée de main.

Dix ans plus tard, il ne reste plus grand chose de cet optimisme : la crise financière a mis à mal la cohésion sociale et aggravé la méfiance dont sont frappées les élites et l'économie sociale de marché, avec pour conséquences directes, dans de nombreux États, une baisse des recettes fiscales et une augmentation des dépenses sociales. Dans certains pays de la zone euro, l'augmentation des dépenses publiques a bien failli conduire à la faillite. En réaction, des plans de sauvetage ont été mis en œuvre, assortis de mesures supplémentaires d'austérité. Dans le sud de l'Europe, les conditions imposées à certains pays ont provoqué des crises sociales sévères. Certaines économies solides, comme celles de l'Allemagne et de l'Autriche, ont repris pied rapidement. D'autres, comme celles de l'Italie et de la Grèce, ne sont pas encore revenues à leur niveau de performance antérieur à la crise. La politique des taux d'intérêt de la BCE en est aujourd'hui encore à gérer la crise, au profit des États mais au détriment des épargnants. Il se pourrait que nous connaissions actuellement le calme avant la prochaine tempête : la concentration du monde bancaire, la multiplication des prêts à risques accordés aux entreprises, l'endettement des pays émergents se sont en effet

renforcés et le nombre de banques dites « too big to fail » a encore augmenté ces dix dernières années, surtout aux États-Unis.

Juste après la crise, il a bien été question de réformes d'ampleur. Parmi les premières mesures évoquées figuraient l'obligation pour les banques de détenir davantage de capitaux propres (de 3,5 %, la part de capitaux propres est passée à 4,5 %, alors que 15–20 % auraient été nécessaires), la limitation des primes versées aux banquiers, une transparence accrue, etc. Le contribuable ne devait pas à nouveau faire les frais d'opérations spéculatives ratées de banques d'investissement. Mais les démarches visant une régulation plus durable ont depuis été enterrées. La création d'une taxe sur les transactions financières avait été décidée dès 2013 ; en les rendant plus coûteuses, une telle taxe aurait privé de leur attrait les transactions les plus risquées, sans pénaliser dans le même temps l'investissement dans l'économie réelle. Chaque fois un peu plus vidée de son contenu, cette idée de taxe a même fini par disparaître de l'agenda politique d'Emmanuel Macron.

Une autre proposition, elle aussi restée lettre morte, aurait consisté à séparer l'activité de banque d'affaires de celle de banque d'investissement. Les banques d'investissement auraient ainsi pu faire faillite après de lourdes pertes sans mettre en danger les activités de crédit et la gestion des dépôts. L'Union bancaire est depuis des années inscrite à l'ordre du jour de l'UE. Mais celle-ci ne vise cependant pas à rendre les marchés financiers plus solides et plus résistants face aux risques de crise ; il s'agit bien davantage de faire supporter conjointement par les États de la zone euro et leurs contribuables, dans un espace monétaire commun, les risques encourus par les grandes banques. Cette Union bancaire n'a par conséquent aucun caractère préventif. On a donc essentiellement réparé les dégâts et calmé les esprits. Aucune véritable politique de réforme préventive n'a réussi à s'imposer.

« *Whatever it takes* », « A n'importe quel prix » est devenu l'expression consacrée selon laquelle, en cas de crise, il revient à l'État de réparer les dégâts. Aujourd'hui, la fenêtre qui semblait s'être ouverte pour réformer le monde de la finance et réglementer les marchés dans un plus grand souci de durabilité semble s'être déjà refermée. Pire encore : il est à nouveau question de déréguler. C'est le seul moyen d'assurer le fonctionnement des marchés financiers et de soutenir la croissance économique mondiale, avance-t-on couramment à titre de justification.

Au lieu des réformes, ce sont les stratégies de défense du secteur financier qui se sont imposées. Avec la croissance constante de l'économie mondiale, une stratégie de réorganisation axée sur des réformes est devenue, année après année, de moins en moins probable. Certains experts pensent même que la stabilité financière s'est plutôt dégradée par rapport à 2008. Les conditions d'octroi de crédits aux entreprises ont été considérablement assouplies. On estime même qu'à l'échelle mondiale, la valeur de marché des emprunts dits « toxiques » est aujourd'hui deux fois et demie supérieure à ce qu'elle était en 2007.

L'hypothèse d'une fin du néolibéralisme, dont la crise avait fait une question d'actualité, a rapidement été balayée. Pourquoi la gauche - et en premier lieu la social-démocratie - n'a-t-elle pas pu impulser une dynamique en faveur de réformes dans ce qui a toujours été son pré carré ? Pourquoi la gauche ne parvient-elle pas à imposer le rôle régulateur de l'État face aux forces destructrices des marchés ? Pourquoi met-elle en avant la primauté du politique tout en capitulant face à l'expertocratie financière et aux banques centrales ? La « financiarisation » des processus économiques et sociaux est-elle déjà à ce point avancée qu'on l'estime irréversible ? Le déséquilibre structurel entre travail et capital est en rapport direct avec la faiblesse du mouvement syndical. Plus grave encore : les questions socio-économiques ont perdu en intérêt et en importance aux yeux de la gauche quand l'État pourrait tout à fait les influencer avec succès.

Le constat est clair : l'indignation seule ne suffit pas à réformer. La transformation de l'État, l'architecture financière des structures du pouvoir économique et leur évolution sont-elles encore des questions importantes pour la gauche, en dehors de quelques cercles d'experts ? Ne nous sommes-nous pas exagérément félicités de la réussite, certes impressionnante, avec laquelle nous avons stabilisé la situation dans les années 2008-2009 ? Une alphabétisation politico-économique et une revalorisation de l'État ne s'imposent-elles pas pour véritablement être en mesure de faire valoir la primauté du politique ? Une social-démocratie purement défensive est impuissante. Elle ne fait pas naître l'espoir d'un État capable de réguler la concurrence.

Une social-démocratie offensive doit envisager le rapport entre l'État et les marchés avec discernement. Elle doit remettre énergiquement à l'ordre du jour la question de la régulation de la concurrence. Sans réglementation élar-

gie du secteur financier, sans contraindre durablement les multinationales à payer des impôts proportionnels à leurs résultats, sans investissement massif de l'État dans le renouvellement écologique des infrastructures, sans convergence des politiques fiscales européennes, la situation ne saurait évoluer. Autant de sujets qui doivent figurer à l'ordre du jour des sociaux-démocrates pour les élections européennes.

Les politiques sociales-démocrates visant à dompter et à réguler le secteur financier n'ont guère pu faire avancer la construction d'une architecture financière préventive. Après la crise financière – et principalement en raison de la crise de l'euro qui en découla – les partis populistes de gauche comme de droite ont en revanche connu un succès considérable, sans pour autant disposer de la moindre compétence pour réguler ces marchés et surmonter les crises. Ils manipulent la peur de l'opinion face au chômage et au grand capital. Ils accusent le monde de la finance, mais aussi les élites politiques nationales et internationales, de faire fi des préoccupations sociales. Les partis d'extrême-droite jouent la carte nationaliste. A l'absence d'alternative postulée par la majorité de l'aristocratie financière et une partie du monde politique, ils répondent avec obstination : « et pourtant ».

Un profond déséquilibre s'est installé ces dernières années aux dépens de la justice sociale. La croissance économique et l'évolution du marché de l'emploi, pourtant favorables, n'ont pas permis de l'inverser. Si l'économie de marché et les disparités de revenus sont de plus en plus critiquées et rejetées en Allemagne, l'indignation ne suffit pas à déclencher des initiatives de réformes structurelles. Tant que la colère alimentée par la politique sans scrupules des multinationales ne sera pas entendue, ces réformes structurelles ne verront pas non plus le jour. La seule appartenance à l'*establishment* n'est pas un gage de crédibilité. Quoi qu'il en soit, l'absence de réformes structurelles a aggravé les causes de la crise, voire démultiplié ses effets. Ces réformes structurelles sont le fil dont doit à nouveau se saisir la gauche, dont doivent se saisir tous ceux qui voient dans l'assujettissement de la finance et de l'économie réelle à des règles le fondement d'une démocratie sociale.

Cet article a été publié par le *IPG-Journal* sous le titre

**« Nicht empören – reformieren ! »**

<https://www.ipg-journal.de/rubriken/soziale-demokratie/artikel/nicht-emporen-reformieren-3026/>



## L'auteur

**Wolfgang Schröder** est professeur à l'Université de Kassel, spécialiste du système politique de l'Allemagne de l'Ouest. Il est chercheur à l'Institut de recherche en sciences sociales de Berlin (WZB) au département « démocratie et démocratisation ». Il était de 2009 à 2014 secrétaire d'État au ministère du Travail, des Femmes et de la Famille du Land de Brandebourg.

## Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg  
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:  
[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Allmendinger, Björn

### **Allemagne: comment l'extrême droite infiltre le monde du travail**

Conséquences de la mobilisation et des succès électoraux de l'extrême droite sur les instances de représentation des salariés en Allemagne

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14793.pdf>

Altissimo, Alice; Herz, Andreas; Schröder, Wolfgang

### **La mobilité des jeunes.**

Un moyen de renforcer la société civile en Europe

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14718.pdf>

Daubner, Lukas

### **Le positionnement politique des jeunes en Allemagne**

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14717.pdf>

Schulze, Bodo; Wulf, Herbert

### **Penser la sécurité de demain**

Plaidoyer pour un nouveau mot d'ordre européen pour la politique de paix et de sécurité

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14463.pdf>

Steinhilber, Jochen

### **A la recherche d'un sentiment d'appartenance**

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14441.pdf>

Saxer, Marc

### **Pour un patriotisme progressiste**

Où comment les progressistes devraient se réapproprier le concept de patriotisme

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14372-20180418.pdf>

Betzelt, Sigrid; Bode, Ingo

### **Peur sur l'Etat-providence**

Causes et conséquences

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14331.pdf>

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.